



P6-00065
278598
option

Filière : B/L

Session : 2023

Épreuve de : Économie

Consignes

- Remplir soigneusement l'en-tête de chaque feuille avant de commencer à composer
- Rédiger avec un stylo non effaçable bleu ou noir
- Ne rien écrire dans les marges (gauche et droite)
- Numéroté chaque page (cadre en bas à droite)
- Placer les feuilles A3 ouvertes, dans le même sens et dans l'ordre

Dans leur rapport rendu sur l'état de l'économie française, les deux économistes Blanchard et Tirole tiraient l'alarme sur les problèmes structurels auxquels le pays devrait faire face : parmi ces derniers résidaient le vieillissement démographique ou ^{la protection de} l'environnement. Lutter contre ces problèmes suppose également de prendre en compte la question des inégalités, qu'elles soient professionnelles, de revenus, de genres... Dès lors, comment corriger efficacement les inégalités, notamment au vue des enjeux majeurs actuels marquant l'économie française ?

Les inégalités sont définies par Bittl et Pfenterson comme une distribution inégale - au sens mathématique des ressources d'une société entre les membres de cette dernière et qui peut justifier un sentiment légitime ou non d'injustice. Les inégalités peuvent alors être de plusieurs types : de revenus, professionnelles, de genres, générationnelles... Se demander "comment les corriger efficacement" suppose alors leur existence préalable et d'étudier les moyens et les acteurs impliqués dans la lutte contre les inégalités. L'advers de manière à les

atteindre, voire les résorber. "Efficacement" implique alors
 que ~~cette lutte~~ ~~implicite~~ les moyens utilisés permettent
 de véritablement ^{de} faire disparaître les inégalités,
 mais également que cette lutte ne soit pas source de
 distorsions économiques ou d'une perte de bien-être
 collectif. Corriger les inégalités implique une multiplicité
 d'acteurs : l'État, les ménages, les entreprises elles
 mêmes. Ils peuvent intervenir ex-post comme l'État
 en agissant sur la distribution des ressources faites
 par le marché par sa fonction de redistribution (musgrave)
 mais aussi directement sur le marché par l'introduction
 de taxes, subventions qui peuvent elles être sources de
 distorsions économiques. La correction des inégalités
 se pense également ex-ante par les incitations
 et le choix des agents économiques pour investir
 dans le capital humain, ^{par exemple} ou ~~soit~~ par une politique
 fiscale incitative. Dès lors, les moyens d'intervention
 pour lutter contre les inégalités sont nombreux mais
 ne disposent pas de manière égale de la même
 efficacité. La question semble ici se poser en tant
 que les politiques de lutte contre les inégalités
 sont de plus en plus critiquées pour leur ineffectivité
 et inefficacité, en tant qu'elles sont à la fois
 trop coûteuses et sources de distorsions économiques
 et ne permettent pas de l'enrayer ou d'amoindrir

concrètement. les inégalités.

Del lors, quels moyens et quels acteurs doivent être mis en place et intervenir pour proposer une lutte efficace et effective contre les inégalités existantes ?

Tout d'abord, si le marché ne semble pas permettre de lutter efficacement contre les inégalités, l'état peut intervenir en son sein ou ex-^{post} pour les corriger (I). Cependant, cette intervention peut être sources de distorsions économiques, amenant alors à penser une correction des inégalités par l'introduction d'une certaine politique fiscale ^{efficace} ~~politique~~ (II). Enfin, corriger les inégalités peut également se réaliser ex-ante par les investissements des ménages ou des entreprises dans certaines formations et l'introduction d'incitations par l'état (III).

*

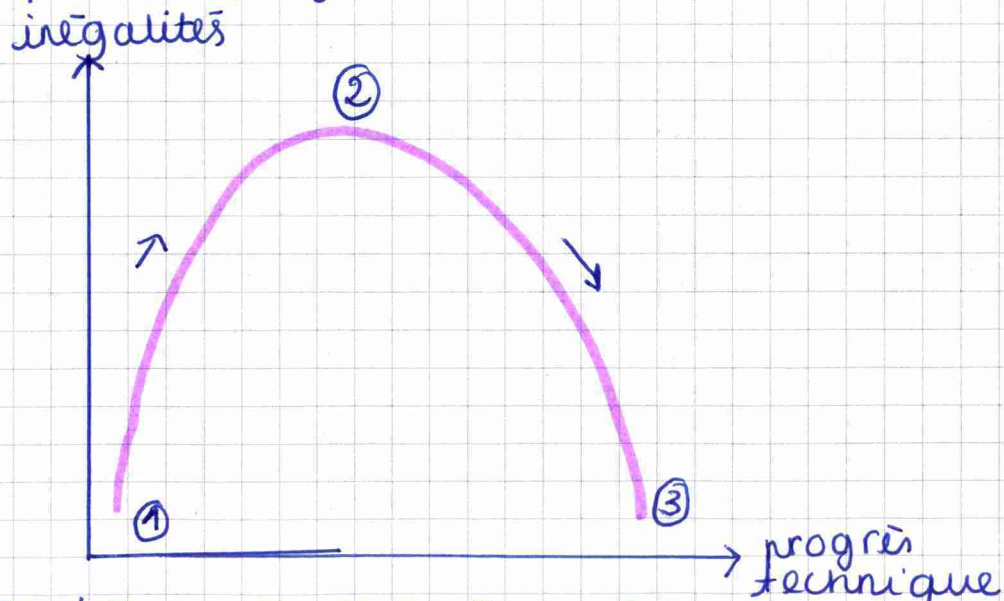
(I) Si le marché ne semble pas permettre de lutter efficacement contre les inégalités, l'état peut intervenir ^{post} ex-~~ante~~ ou en son sein pour les corriger.

(A) le marché ne corrige pas de manière optimale les inégalités, (B) l'état peut alors intervenir en mettant en place des politiques de redistribution, (C) ou en intervenant directement sur le marché par l'introduction de taxes ou subventions, ou de manière structurelle

le marché ne permet pas de corriger efficacement les inégalités. En effet, sur le marché de biens et des services, les agents économiques arrivent avec

des dotations initiales différentes. Hayek dans la route de la servitude affirme que le marché est une instance amoral, agissant comme un "cosmos", formant un ordre spontané qui serait le meilleur pour le bien être collectif. le marché permettrait alors à l'équilibre général, l'existence d'un optimum de Pareto, point où tous les échanges mutuellement avantageux ont été réalisés. Cependant, ce point - sur le marché des biens et des services ^{notamment} - exclut alors les consommateurs ne pouvant avoir recours au prix proposé du marché, ce qui ne résout pas les inégalités. l'optimum de Pareto ne garantit pas également que la répartition des gains entre offreurs et demandeurs soit équitablenent équilibrée.

des néoclassiques affirment également par la courbe en U inversé, que la correction contre les inégalités peut passer par le progrès technique ou l'industrialisation.



courbe en U inversé montrant la résorption des inégalités

Au stade ①, le pays est appauvri donc il n'existe pas d'inégalités, puis au fur et à

Copie anonyme - n°anonymat : 278598

Emplacement QR Code	Filière : BIL	Session : 2023
	Épreuve de : ECONOMIE	
Consignes • Remplir soigneusement l'en-tête de chaque feuille avant de commencer à composer • Rédiger avec un stylo non effaçable bleu ou noir • Ne rien écrire dans les marges (gauche et droite) • Numéroté chaque page (cadre en bas à droite) • Placer les feuilles A3 ouvertes, dans le même sens et dans l'ordre		
mesure de l'industrialisation et du progrès technique, les inégalités s'accroissent - stade ② - entre ceux rejoignant les secteurs porteurs par l'exode rural et les autres agents économiques. Enfin - stade ③ -, passé un certain stade d'industrialisation, les inégalités se résorbent. Ainsi, l'industrialisation et le progrès ^{technique} peuvent être un moyen de corriger les inégalités, malgré le manque de preuve empirique. ~ face à la distribution inégale pouvant résulter du marché et la possible ineffectivité de la courbe en U, l'État peut alors intervenir pour mettre en place des politiques de redistribution. Cette thèse forme alors celle soutenue par Keynes dans son article "Does unemployment need a drastic remedy?" (1924). En effet, les prolongements réalisés par Brown et Guesberry sur la fonction de consommation keynésienne montre que les agents économiques consomment en se basant sur un groupe de référence qui a des revenus supérieurs aux leurs. Ainsi, cette situation peut favoriser l'endettement des agents économiques si l'écart de rémunération entre		
		5/16

les deux groupes est trop important. Alors, redistribuer ^{Keynes propose de} ~~l'argent~~ les revenus des plus aisés - aux plus pauvres qui ont, d'après la loi psychologique fondamentale faisant de la consommation une fonction décroissante du revenu courant, une propension marginale à consommer plus importante. Ainsi, cette redistribution permettra de réduire l'endettement des ménages les plus pauvres par rapport au groupe de référence sur lequel il base sa consommation, mais également de corriger les inégalités de consommation et de revenus ~~et~~ entre les agents économiques. Cette politique de redistribution est par ailleurs positive pour l'économie, en tant qu'elle permettra ~~de~~ par l'intermédiaire du multiplicateur keynésien de raviver le carnet des commandes des entreprises et donc baisser le chômage, permettant alors la réduction d'autres inégalités ~~par~~ liés à l'emploi par exemple, pouvant résulter de la conjoncture économique. Ainsi, les politiques de redistribution peuvent être un moyen employé par l'État pour corriger les inégalités. de

~

L'État peut également directement intervenir sur le marché par l'intervention ~~de~~ réduction de taxes ou de subventions ^{et par un maintien structurel}. En effet face aux inégalités de revenus ou salariales ne permettant pas à certains

agents économiques d'obtenir un niveau de vie décent assurant de satisfaire les besoins primaires, l'État peut intervenir et mettre en place ce qui fait lieu d'un prix plancher sur le marché du travail-par exemple ou fixer un prix inférieur au prix de marché sur le marché du bien et des services par exemple. L'État peut également intervenir pour assurer un accès à tous les agents économiques aux services de base, ce que ne permettrait pas le marché. Par exemple, concernant les inégalités de santé, l'État permet en ~~aménageant~~ ^{garantissant l'accès à} un système basé sur les cotisations sociales et la mutualisation des risques par la sécurité sociale de lutter des inégalités qui seraient aggravées par les assurances privées où les agents économiques les plus malades seraient contraints du fait de l'aléa moral de payer un prix élevé et inégalités. De même, l'État peut agir sur les inégalités géographiques en assurant par le maintien de monopoles légaux la présence de la répartition tarifaire, assurant à tous les individus un accès au même prix aux services de première nécessité. Sans cette intervention, les inégalités s'accentueraient si les ~~monopoles~~ ^{monopoles} d'État étaient ouverts à la concurrence, en augmentant les prix ou pouvant favoriser la disparition localement de ces services (hôpitaux, postes, ...). Ainsi, l'État par son intervention sur le marché et sa présence structurelle permet de corriger les inégalités résultant du marché.

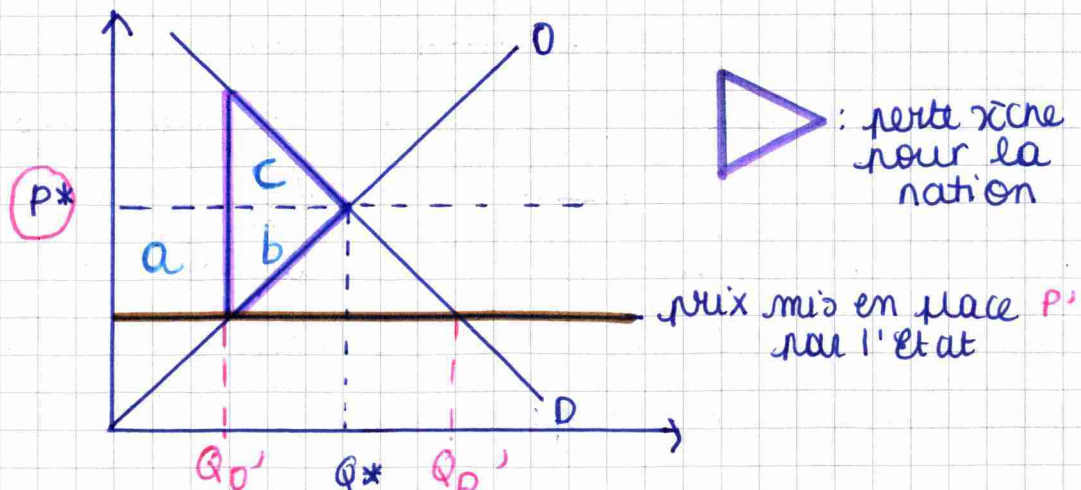
✓

*
Face aux inégalités non corrigées voir accentuées par le marché, l'Etat peut intervenir en son sein ou à l'export pour les corriger. Cependant, cette intervention peut être source de distorsions économiques, amenant alors à penser une correction des inégalités par l'introduction d'une politique fiscale efficace.

*
(A) L'intervention de l'Etat présentée précédemment peut être source de distorsions économiques et s'avérer inefficace, (B) puisqu'il faut réfléchir à une politique fiscale effective pour les corriger, (C) notamment dans un contexte où la mondialisation favorise les inégalités.

Si une lutte efficace contre les inégalités doit être pensée, cela implique alors qu'elle ne soit pas source de distorsions économiques et d'une perte générale de bien-être pour la collectivité.

En effet si, l'Etat pour lutter contre les inégalités de dotations initiales décide de mettre en place un prix plus bas que le prix d'équilibre (P^*), entraînant un rationnement par l'offre et un prix plafond, une perte de bien-être pour la collectivité apparaît.



effet de l'introduction d'un prix
plafond par l'Etat

Copie anonyme - n°anonymat : 278598

Emplacement QR Code	Filière : <u>BIL</u>	Session <u>2023</u>
	Épreuve de : <u>Economie</u>	
Consignes • Remplir soigneusement l'en-tête de chaque feuille avant de commencer à composer • Rédiger avec un stylo non effaçable bleu ou noir • Ne rien écrire dans les marges (gauche et droite) • Numéroté chaque page (cadre en bas à droite) • Placer les feuilles A3 ouvertes, dans le même sens et dans l'ordre		

Ici, le consommateur gagne : $(a+c)$, le producteur : $(a+b)$
le surplus total = surplus du producteur + surplus du consommateur et alors $-(b+c)$ formant une perte nette pour la collectivité et pouvant donc finalement accentuer les inégalités.

De même, les politiques passives de l'emploi visant à corriger les inégalités lors de la perte de l'emploi, par l'introduction de allocations chômage peuvent se révéler contre-productive et avoir un effet presque anti-redistributif en tant que ~~la~~ d'après la théorie du job-search de Stigler, le montant des allocations chômage est corrélé à la durée du chômage.

Alors, ~~la~~ l'intervention de l'État de cette manière peut se révéler inefficace - car générant une perte de bien-être pour la collectivité et ne résolvant et corrigeant pas véritablement les inégalités.

~

Alors, une manière de corriger efficacement les inégalités pourrait être de mettre en place une politique fiscale efficace.

Thomas Piketty, dans Economie des inégalités

étudiait le rapport et mettant en avant l'égalité entre le rapport du revenu sur le patrimoine et le rapport de l'épargne sur les taux d'intérêt. Il montrait alors que les taux d'intérêt étant relativement faibles - ce qui n'est plus le cas aujourd'hui - et l'épargne élevée, le nombre d'années de revenu représentant le patrimoine était très important marquant alors pour lui la reprise de l'accentuation ^{des inégalités} notamment de patrimoine. Alors dans Pour une révolution fiscale! Piketty, Salp et Landais affirme qu'un moyen de corriger les inégalités pourrait être de penser une nouvelle politique fiscale. Les nouvelles inégalités résident entre eux qui peuvent jouer ^{de} sur la mobilité de leur capitaux ~~et bénéficier~~ - les hauts patrimoines et bénéficiaires d'une fiscalité plus avantageuse et, ceux qui ne bénéficient pas de ~~cette~~ cette mobilité. Ils montrent par exemple que l'introduction de la flat tax - 30% d'imposition des ~~la~~ revenus - se décomposent en 12,3% d'impôt tandis qu'une personne touchant le SMIC paie 14% d'impôt marquant ici une inégalité. Ils montrent également que l'impôt est ~~à~~ progressif pour les 1% et 0,01% des plus riches. Dès lors, corriger les inégalités amène ~~est~~ pour eux à penser une politique fiscale ~~et~~ mieux répartie entre les agents économiques et lutter contre la mobilité accrue des capitaux. Laurent Simula, chercheur à l'ERS Lyon, affirme aussi qu'une

lutte efficace contre les inégalités serait de rendre l'information sur les aides et impôts davantage limpide ~~car~~ car beaucoup d'agents économiques défavorisés n'en bénéficient pas.

~

Alors, penser efficacement la correction des inégalités prend davantage également dans un contexte de mondialisation. Considérée comme bénéfiques mutuellement aux agents économiques et aux nations, le prix Nobel Paul Krugman reconnaissait que depuis 2008, se trouvait ~~une~~^à "dark side" de la mondialisation. En effet, celle-ci comme le montre Laurent Simula entretient le dumping fiscal et met en concurrence les systèmes de protection sociale des nations, pouvant accentuer les inégalités, d'où la nécessité de repenser une politique fiscale efficace. De plus, le théorème Stolper-Samuelson montre que ~~les~~ l'ouverture au commerce internationale peut être source d'aggravation des inégalités. En effet, si la France est spécialisée dans ~~les hautes~~ la main d'œuvre qualifiée, celle-ci va voir sa rémunération augmenter à l'inverse de la main d'œuvre non qualifiée, dans laquelle le pays ne s'est pas spécialisée, impliquant une faible demande donc une baisse de la rémunération, ce qui accentue alors les inégalités. Ainsi la lutte contre ces inégalités résultant de la mondialisation de part le dumping fiscal ou ~~le dumping~~ la spécialisation peuvent être résolue en instaurant une attractivité économique

basée sur des ^{rôles} ~~politiques~~ de recherche, d'attractivité pour empêcher les entreprises de partir ce qui accentuerait les inégalités, mais également des politiques de soutien à la formation et reconversion. Ainsi la mondialisation pousse à réévaluer les politiques de lutte de correction des inégalités

*

Ainsi, l'inefficacité de certaines mesures de l'état amène à repenser la correction des inégalités par une nouvelle politique fiscale notamment. Finalement, ~~de~~ corriger les inégalités efficacement peut également se faire ex-ante par certains investissements des agents économiques ou l'introduction ~~des~~ incitations.

*

(A) la correction des inégalités peut se faire ex-ante par l'investissement dans le capital humain, (B) dans un contexte où le progrès technique pourrait introduire des inégalités nouvelles, (C) mais également par la mise en place d'incitation.

La correction des inégalités de manière efficace peut se faire ex-ante par l'investissement dans le capital humain. théorisé par Gary Becker ~~plus~~ après Theodore Schultz, le capital humain désigne notamment l'ensemble des capacités détenus par les agents économiques ~~comme~~ qui se matérialise par exemple par les diplômes. Ainsi, investir dans l'éducation ^{et la formation continue} permettrait alors de lutter efficacement contre les inégalités, en tant que cet investis-

Copie anonyme - n°anonymat : 278598

Emplacement QR Code	Filière : <u>B/L</u>	Session : <u>2022</u>
	Épreuve de : <u>Economie</u>	
Consignes • Remplir soigneusement l'en-tête de chaque feuille avant de commencer à composer • Rédiger avec un stylo non effaçable bleu ou noir • Ne rien écrire dans les marges (gauche et droite) • Numéroté chaque page (cadre en bas à droite) • Placer les feuilles A3 ouvertes, dans le même sens et dans l'ordre		
- sement qu'il soit réalisé par l'État, les ménages ou les entreprises ne semblent pas porteurs de distorsions économiques et forme même une externalité négative. La formation initiale ou continue permet à l'agent économique de ne pas subir d'inégalités sur le marché du travail notamment en tant que les diplômes acquis satisfont "l'effet signal" de Spence et permettent d'assurer une concordance employabilité et une insertion plus aisée sur le marché du travail. La réforme récente des lycées professionnels vise notamment à assurer la concordance exigence entre l'enseignement et les qualifications exigées sur le marché du travail de manière à lutter contre les inégalités d'âge et de diplôme à l'entrée sur le marché du travail. Ainsi, investir dans l'éducation seulement, la formation, le capital humain semble être un moyen de lutter efficacement contre les inégalités. La lutte efficace contre les inégalités semble notamment [^] indispensable dans le contexte actuel du progrès technique		
		13/16

accru. La théorie des insiders et outsiders de Lindbeck et Snower montre ~~et~~ les inégalités sur le marché du travail, notamment entre ~~ces~~ insiders qui de par leurs formations connaissent leurs valeurs dans l'entreprise et peuvent notamment demander une augmentation de salaires tandis que les outsiders sont contraints de connaître des conditions de travail, un salaire réel plus faible, des emplois atypiques du fait de la hausse de rémunération des ~~et~~ insiders. Cela ~~et d'autant plus~~ correspond alors à une forme de "capture du régulateur" - Stigler où l'entreprise est prise par des rapports de monopole, l'obligeant d'agir dans l'intérêt des insiders. Pour L. dans La guerre des intelligences cette tendance des inégalités aurait tendance à s'accroître entre ceux qui ~~bénéficient~~ voient leurs conditions de vie augmenter, car nécessaires à la fabrication ^{et conception} du progrès technique et ceux qui au contraire seront substitués par le progrès technique, accentuant alors les inégalités. Une solution face à cela est alors donc d'investir dans le capital humain, et dans la reconversion, mais également de favoriser une politique publique de réglementation du progrès techniques, de fixer un cadre en ~~avant et la~~ avant ~~et~~ pour ^{corriger} ~~corriger~~ les inégalités possibles, sans générer de distorsions économiques.

Enfin, la mixe en place ^N d'incitations peut permettre de lutter contre les inégalités de manière efficace. En effet, ni les inégalités corrigées par des taxes ou de subventions peuvent se révéler inefficace du fait ~~de l'intervention~~ de distortions sur le marché et d'une faible résolution des inégalités, la mixe en place de politique dite "d'activation" peut permettre de corriger efficacement les inégalités. C'est notamment la thèse que propose Friedmann dans Capitalisme et liberté ~~propos~~ en souhaitant la mixe en place d'un "impôt négatif", qui ne serait réservé qu'aux personnes en emploi, permettant alors de lutter et corriger les inégalités de revenus sans pour autant être source de distortions sur le marché. C'est notamment le cas de la prime d'activité introduite en 2016. Une autre mesure fut notamment celle prise par Dominique de Villepin en 2005 pour corriger les inégalités de diplôme et d'âge face au marché du travail par le contrat premier emploi qui garantissait une libre entrée et sortie aux entreprises pour favoriser l'emploi. Alors, l'État peut intervenir en mettant en place des nudges pour inciter les agents économiques, les ménages, les entreprises à agir de manière à réduire et corriger les inégalités sans générer d'externalités sur le marché. Pour assurer la ^{soutenable} ~~soutenable~~ de certains systèmes de protection sociales, reposant largement sur les cotisations sociales et assurant la lutte contre les inégalités de vieillesse de santé, l'État peut aussi inciter d'autres

acteurs à participer notamment, comme avec la fiscalité du financement avec l'introduction de la CSG et CRESS. Ainsi, les incitations et la participation d'autres agents économiques permettent de lutter et corriger efficacement les inégalités.

*

Corriger efficacement les inégalités peut donc se faire par différents moyens, impliquant des acteurs au pouvoir différent. Si le marché ne semble pas pouvoir assurer cette correction, l'État par ses fonctions primaires théoriques par ailleurs peut s'y substituer par des interventions ex-ante et ex-post en assurant une ~~égalité~~ égalité devant les services ~~et en~~, le système de protection sociale ou en intervenant directement sur le marché, ce qui peut néanmoins être source de distorsions. Finalement, c'est l'investissement des agents économiques dans le capital humain qui semble l'une des solutions les plus efficaces pour lutter contre les inégalités ^{notamment face aux enjeux technologiques et} et les corriger ^{de la} mondialisation. Mais Thomas Piketty dans Économie des inégalités rappelle qu'au cours des siècles, ~~notamment~~ c'est la mise en place de la fiscalité sur les hauts patrimoines, de manière efficace qui a réellement permis de lutter contre les inégalités.